

AGENCES DE NOTATION : TA DETTE PUBLIQUE CONTRE UNE RÉFORME DES RETRAITES

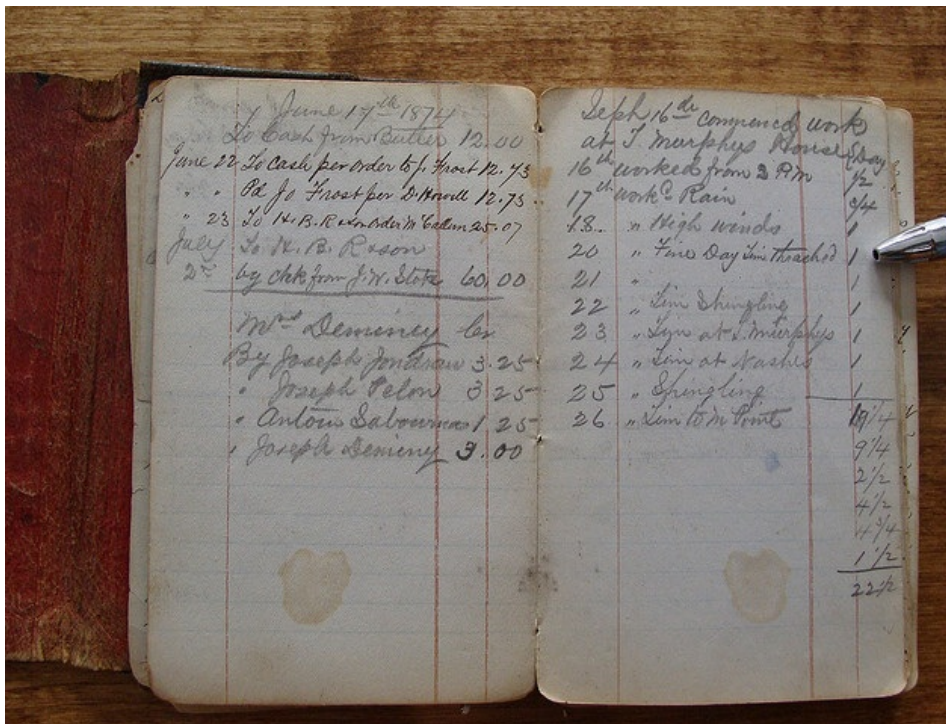
LE 6 OCTOBRE 2010 FAKIR

Abusant de leur pouvoir sur la dette des Etats, les agences de notation font aujourd'hui connaître leurs exigences en terme de politiques publiques dans les pays riches influençant, comme le démontre Fakir, jusqu'à la réforme des retraites !

La Grèce est passée de A- à BBB+, et maintenant BBB-. L'Espagne, de AA+ à AAA. Le Portugal, de AA à AA-. Derrière ces petites lettres, ce sont les taux d'intérêt qui, pour ces pays, vont s'envoler, le poids de la dette publique qui va s'alourdir, des budgets qui seront coupés. Des notes « dégradées », explique Fitch Ratings, en raison « d'inquiétudes » sur les finances publiques et « d'incertitudes » sur la reprise économique. Et alors? Ces agences font leur travail-technique. Elles analysent les comptes. Elles évaluent les risques, chiffrés à l'appui.

Très bien.

Juste le sentiment d'un deux poids deux mesures: lorsqu'il s'agit des états, Moody's Standard & Poor's et Fitch préviennent le danger à l'avance, poussent des cris d'orfraie, exigent des réformes structurelles. Mais pour les entreprises? Là, elles se taisent. Jusqu'à la catastrophe.



En décembre 2001, le groupe Enron s'effondre. Ses magouilles comptables et sa folie spéculative sont mises à jour. Ce n'est qu'une semaine avant l'effondrement total, après maintes tergiversations, que les trois grandes agences de notation dégradent sa note. Fin 2003, le groupe italien Parmalat coule, un trou de 14 milliards d'euros dans les comptes. Quelques semaines avant le krach, l'antenne italienne de Standard & Poor's créditaient encore Parmalat de son triple AAA- couvrant, volontairement ou non les malversations.

Les entreprises paient les agences. Les Etats soldent leurs erreurs

Courant 2008, la crise des subprimes s'étend. Les banques vacillent ou s'écroulent, bourrées de titres financiers pourris. Des "junk bonds" pourtant évalués par les agences -

crédités même d'un triple AAA pour la moitié d'entre eux. Et en France même: pour l'Assemblée générale de 2008, Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poors accordent tous des A, des AA et des + à Natixis. Dans les jours qui suivront, c'est un trou en milliards qui sera découvert et l'action dévissera jusqu'au bord du gouffre, une banque seulement sauvée par un État généreux.

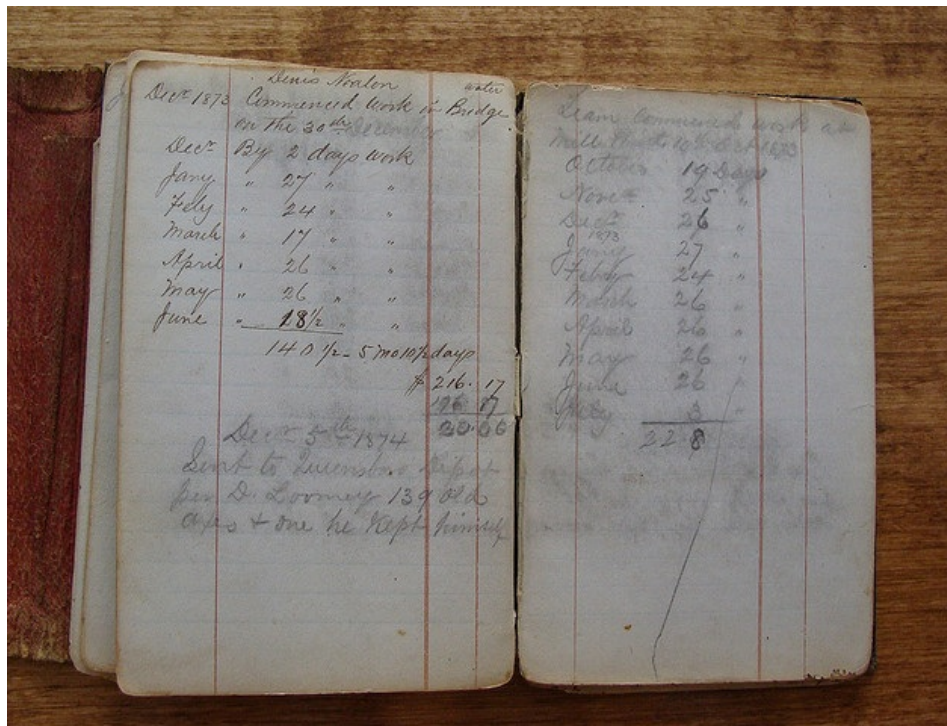
Les PIGS – “porcs” en anglais, acronyme pour Portugal-Italie-Grèce-Espagne, charmant surnom délivré par les financiers – les PIGS sont sans doute des pays de feignants, qui ne paient pas leurs impôts, qui font la sieste toute l'après-midi, tout juste bons à garder des chèvres en picolant du tsipouro, mais comment croire, quand même, qu'ils soient en dessous – oui, en dessous!- de Parmalat, de Enron, de Natixis? Avec moins de richesses réelles ?

“

« Quand j'ai rejoint Moody's fin 1997 , raconte Mark Froeba, ancien dirigeant au sein de la branche produits dérivés, devant le Sénat américain, la pire crainte d'un analyste était de contribuer à l'attribution d'une note qui serait fautive, de causer des dégâts à la réputation d'exactitude de Moody's, et de perdre son travail en conséquence. Quand j'ai quitté Moody's (en 2008), la pire crainte d'un analyste était qu'il fasse quelque chose qui lui permettrait d'être désigné comme responsable d'avoir mis en danger la part de marché de Moody's, de causer du tort à son chiffre d'affaire ou de dégrader les relations de Moody's avec ses clients. » (Le Monde, 2 juin 2010).

”

Qui paie l'orchestre choisit la musique. Et ce sont les entreprises elles-mêmes qui paient pour être notées -un million d'euros, environ, pour une banque-, qui choisissent leur agence de notation. Tandis que les états eux, de toute façon, constituent un marché captif : ils sont quasiment contraints de recourir aux trois agences mondiales... C'est la première cause, la plus évidente. Mais au-delà. Comment espérer que Moody's et ses concurrents alertent sur les subprimes, Enron, ou les dernières innovations financières? Ces agences font partie du système financier. Elles lui appartiennent, même. Au sens propre.



Ainsi, près de chez nous, Fitch Ratings. En 1997, c'est un Français, Marc Ladreit de Lacharrière, 35ème fortune de France, qui rachète l'agence par le biais de son fonds d'investissement Fimalac: « Moi-même, j'étais un financier », confie-t-il. Passé à la direction de la banque Indosuez, en effet, il demeure administrateur de l'Oréal, Casino, Renault – et membre du conseil consultatif à la Banque de France. A ses côtés, à Fimalac, il trouve

Jean-Charles Naouri le PDG de Casino, un ponte de la banque Lazard, un autre de JP Morgan, le président du Crédit Mutuel, et des présidents de Schneider, Air Liquide, etc.

C'est dire si, par toutes ses pores, Fitch Ratings est lié au monde des affaires. C'est dire si ses intérêts, et ceux des banques, des multinationales concordent. Que sont alors, au fond, ces agences? Elles sont la voix de la finance. Elles expriment ses désirs, ses inquiétudes, bref, sa volonté politique. Mais une politique habillée de science économique, déguisée en technique.

Quand Fitch Ratings demande aux Français de travailler 50 heures par semaine

On aperçoit leur museau, parfois, pourtant, sous le masque. En France, martèle Marc de Lacharrière, « *toutes les mesures prises vont dans le bon sens* », mais il va être nécessaire « *de faire des réformes structurelles* » concernant « *la durée du travail hebdomadaire* », « *la flexibilité du travail* » et « *l'âge du départ à la retraite* ». En 2006, déjà, il appelait les Français à « *travailler cinquante heures par semaine* ». En août 2008, il dénonçait « *l'étatisme* » du pays et son « *aversion pour le travail* ». En février 2010, il apporte son soutien au gouvernement sur Public Sénat: « *Actuellement, c'est la remise en cause des retraites qui est quelque chose d'essentiel dans le regard des agences de notation* ». De quoi s'agit-il, sous le vernis poli, ici comme ailleurs, ici comme toujours? De faire peser, un peu plus, le joug sur le travail. Pour réjouir le capital et la finance.

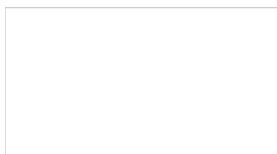


De politique, le rôle devient partisan, quasiment: en avril dernier, en Hongrie, le parti socialiste au pouvoir depuis huit ans est largement battu. C'est le centre-droit qui l'emporte, et Fitch Ratings applaudit: « *La forte majorité représente une opportunité pour introduire des réformes structurelles.* »

C'était le mot d'ordre du Fonds Monétaire International, depuis les années 80 dans les pays en voie de développement. Au nom de ses « *plans d'ajustement* », des continents entiers ont sacrifié l'éducation de leurs enfants, la santé de leur population. C'est au tour de l'Europe, désormais. Mais le FMI n'opère plus en première ligne: ce sont les agences de notation, aujourd'hui qui font office de gendarmes des états. Et qui négligent une option pour combler les déficits publics, inquiétants, en effet: que soient taxés les flux financiers, les profits des multinationales, les dividendes des actionnaires, les fortunes du pays, des Marc Ladreit de Lacharrière et compagnie...

Illustrations CC Flickr **Ansik** et **Deseronto Archives**.

Article publié initialement sur :



MICKAEL

le 6 octobre 2010 - 13:00 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*C'est extrêmement intéressant !
Un merci global pour la qualité de vos papiers.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

2 pings

Pour 2030, Standard & Poor's envisage un monde de dettes insolubles » Article
» OWNI, Digital Journalism le 17 octobre 2010 - 19:17

[...] Agences de notation : ta dette publique contre une réforme des retraitesLa crise grecque expliquée par les datas en 1'40Instant T sur la Toile 14 novembre"Redesignons le Monde": compte-renduPas de SMIC pour les écrivains numériquesTEDx Paris vous invite... à changer le mondeTout le monde a besoin de tout le mondeMusique : Flops et Hits en 2009Droit à l'oubli numérique: pourquoi c'est crétin?Des projets pour l'iPad [...]

Pour 2030, Standard & Poor's envisage un monde de dettes insolubles | Cellule de crise le 19 mars 2011 - 11:57

[...] le décryptaient déjà très justement nos collègues de Fakir, les agences de notation s'octroient désormais un rôle de juge sur les politiques publiques [...]